

RDC :

Joseph Kabila cogne fort Félix Tshisekedi et réclame la chute de son régime

BÉNIN

Présidentielle 2026, entre rupture et continuité, Wadagni marche vers la Marina

MALI

Offensive de l'armée dans la région de Kayes, 40 terroristes tués et 12 otages libérés

SÉNÉGAL

Après la "dette cachée", nouvelle polémique sur de supposés "prêts cachés", le gouvernement réagit

CÔTE D'IVOIRE

La colère monte face aux coupures intempestives d'électricité, un plan de 700 milliards FCFA annoncé pour stabiliser le réseau

TOUMBA DIAKITÉ EST MORT, UNE FIGURE CONTROVERSÉE S'ÉTEINT

Table des matières

03 EDITO

04 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

13 ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui — croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

16 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement — entre traditions, modernité et nouveaux récits.

EDITO



**DR.
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel Mian



01

GUINÉE

Toumba Diakité est mort, une figure controversée s'éteint

02

BÉNIN

Présidentielle d'avril 2026, le fils de Boni Yayi se range derrière Romuald Wadagni

03

MALI

Offensive de l'armée dans la région de Kayes, 40 terroristes tués et 12 otages libérés

04

SÉNÉGAL-ESPAGNE

Madrid déroule le tapis rouge à Diomaye Faye et augmente son aide au développement à 180 millions d'euros

05

TRAITE DES ESCLAVES

Plus d'un siècle après, l'ONU reconnaît l'horreur et la qualifie de « plus grave crime contre l'humanité »

06

RDC

Joseph Kabila cogne fort Félix Tshisekedi et réclame la chute de son régime

Guinée : Toumba Diakité est mort, une figure controversée s'éteint

La Guinée est en deuil après l'annonce du décès d'Aboubacar Sidiki Diakité, plus connu sous le nom de « Toumba », ancien membre influent de la junte militaire dirigée par le capitaine Moussa Dadis Camara. La nouvelle a été rendue publique par la Direction nationale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, précisant qu'il est décédé ce mercredi 25 mars 2026 à 04h35, des suites d'une péritonite aiguë généralisée.

Selon les informations communiquées, l'ex-officier avait été victime d'un malaise en milieu carcéral avant d'être évacué en urgence, le lundi 23 mars, vers l'hôpital militaire du camp Samory Touré. Malgré la prise en charge médicale, son état de santé s'est rapidement détérioré, conduisant à son décès deux jours plus tard.

Figure controversée de l'histoire récente de la Guinée, Toumba Diakité s'était particulièrement illustré lors du procès du massacre du 28 septembre 2009 au stade de Conakry. Son témoignage, direct et sans détour, avait profondément marqué l'opinion publique, contribuant à lever le voile sur les responsabilités au sein de la junte militaire de l'époque.

À l'issue de ce procès fleuve, considéré comme historique pour la justice guinéenne, il avait été condamné en juillet 2024 à dix ans de prison pour crimes contre l'humanité. Cette condamnation faisait suite à de longues années d'attente pour les victimes et leurs familles, en quête de vérité et de justice.

La disparition de Toumba Diakité intervient dans un contexte encore sensible, où les plaies laissées par les événements de 2009 restent vives. Elle ravive les débats sur la mémoire, la responsabilité et la réconciliation nationale en Guinée.

Son décès met ainsi un terme à un parcours marqué par la violence, les accusations graves et une chute spectaculaire, laissant derrière lui une figure complexe et profondément controversée de l'histoire politique et militaire du pays.



Bénin : Présidentielle d'avril 2026, le fils de Boni Yayi se range derrière Romuald Wadagni



Bénin : Présidentielle d'avril 2026, le fils de Boni Yayi se range derrière Romuald Wadagni

À quelques semaines de la présidentielle béninoise, le paysage politique connaît un retournement aussi rapide qu'inattendu. Ce qui ressemblait encore récemment à une opposition structurée autour du parti Les Démocrates se fragmente désormais sous le poids de départs successifs et de repositionnements stratégiques.

Dernier épisode en date, le ralliement de figures bien connues de l'opposition à la candidature de Romuald Wadagni, présenté comme le successeur désigné du président Patrice Talon. Parmi elles, Guy Mitokpè, longtemps considéré comme l'un des visages les plus combattifs contre le pouvoir en place. Porte-parole incisif et omniprésent dans les médias, il incarnait une ligne dure au sein de son parti.

Son départ intervient dans un contexte particulier : la décision des Démocrates de ne soutenir aucun candidat pour le scrutin à venir. Une position que Mitokpè n'a visiblement pas acceptée.

Quelques jours après avoir quitté le parti, il officialise son choix en faveur du ticket Wadagni-Talata, mettant en avant une vision qu'il juge plus pragmatique et tournée vers la cohésion nationale.

Ce repositionnement n'est pas isolé. Chabi Yayi, fils de l'ancien président Thomas Boni Yayi, a lui aussi franchi le pas. Ancien responsable des relations extérieures du parti, il s'était déjà éloigné de la formation avant d'apporter son soutien au même candidat. Dans ses déclarations, il insiste sur les qualités d'écoute et l'approche concrète de Romuald Wadagni.

Ces ralliements successifs illustrent une recomposition accélérée du champ politique béninois à l'approche du scrutin. Entre démissions, divergences stratégiques et alliances inattendues, l'opposition peine à maintenir une ligne claire.

En coulisses, certains cadres du parti Les Démocrates s'inquiètent de cette dynamique, y voyant un affaiblissement du pluralisme politique. L'un d'eux résume la situation avec amertume : lorsque toutes les forces finissent par converger vers le pouvoir, c'est l'équilibre démocratique lui-même qui vacille.

À mesure que l'échéance électorale se rapproche, une question demeure : ces ralliements traduisent-ils une adhésion réelle au projet du candidat du pouvoir, ou simplement l'expression d'un rapport de force désormais déséquilibré ?

Mali : Offensive de l'armée dans la région de Kayes, 40 terroristes tués et 12 otages libérés

Une semaine d'opérations militaires intensives a permis aux forces armées de Mali d'enregistrer des avancées significatives dans la lutte contre les groupes armés dans la région de Kayes.

Menée entre le 14 et le 21 mars dans le cadre de l'opération Dougoukoloko, cette offensive, conduite par les Forces Armées Maliennes, s'inscrit dans la continuité des actions déjà engagées à Ambidédi et Diboli. L'objectif était clair : désorganiser les réseaux terroristes actifs dans cette zone stratégique de l'ouest du pays.

Sur le terrain, les unités déployées ont réussi à identifier puis démanteler plusieurs refuges utilisés par les groupes jihadistes. Parmi les cibles neutralisées figurent notamment deux bases importantes localisées à Médina-Kayes, considérées comme des points d'appui logistique majeurs.

Le bilan humain fait état d'environ quarante combattants ennemis tués, dont un chef décrit comme influent au sein de ces groupes. En parallèle, l'opération a permis une avancée notable sur le plan humanitaire avec la libération de douze otages, retenus dans des conditions encore non précisées.

Les militaires maliens ont également mis la main sur un important arsenal : armes, munitions, équipements de communication, drones kamikazes ainsi qu'une importante réserve de carburant dépassant les 3 000 litres. Plusieurs véhicules, dont un bus appartenant à une compagnie de transport, ont été récupérés et devraient être restitués.

Pris en charge immédiatement après leur libération, les anciens otages ont bénéficié d'examens médicaux avant d'être autorisés à retrouver leurs familles.

Cette opération illustre la volonté des autorités militaires de maintenir la pression sur les groupes armés et de sécuriser progressivement les zones sensibles du territoire.



Sénégal-Espagne : Madrid déroule le tapis rouge à Diomaye Faye et augmente son aide au développement à 180 millions d'euros

L'Espagne et le Sénégal ouvrent une nouvelle séquence de leur relation diplomatique. En visite d'État à Madrid jusqu'au 26 mars, le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye enchaîne rencontres de haut niveau et engagements économiques, dans un contexte où les deux pays cherchent à consolider une coopération stratégique.

Au cœur de cette visite, une réception solennelle au Palais royal par Felipe VI, symbole de l'importance accordée par Madrid à ce rapprochement. Le chef de l'État sénégalais doit également s'entretenir avec le président du gouvernement, Pedro Sánchez, pour traduire en actes une volonté politique affichée depuis plusieurs mois.

Une coopération tournée vers 2030

L'Espagne entend muscler son soutien financier au Sénégal avec une enveloppe portée à 180 millions d'euros. Ces fonds viseront des secteurs clés comme l'accès à l'eau, l'agriculture, l'éducation et la formation professionnelle. Cette hausse significative marque un engagement concret dans la durée, aligné sur les priorités de développement sénégalaises, notamment le programme « Vision Sénégal 2050 ».

Migration et intérêts partagés

Au-delà de l'économie, la coopération répond aussi à des enjeux migratoires. Madrid voit en Dakar un partenaire essentiel pour limiter les départs de migrants vers les îles Canaries, point sensible de la politique espagnole. Le renforcement des liens s'inscrit donc dans une logique de gestion conjointe des flux migratoires.

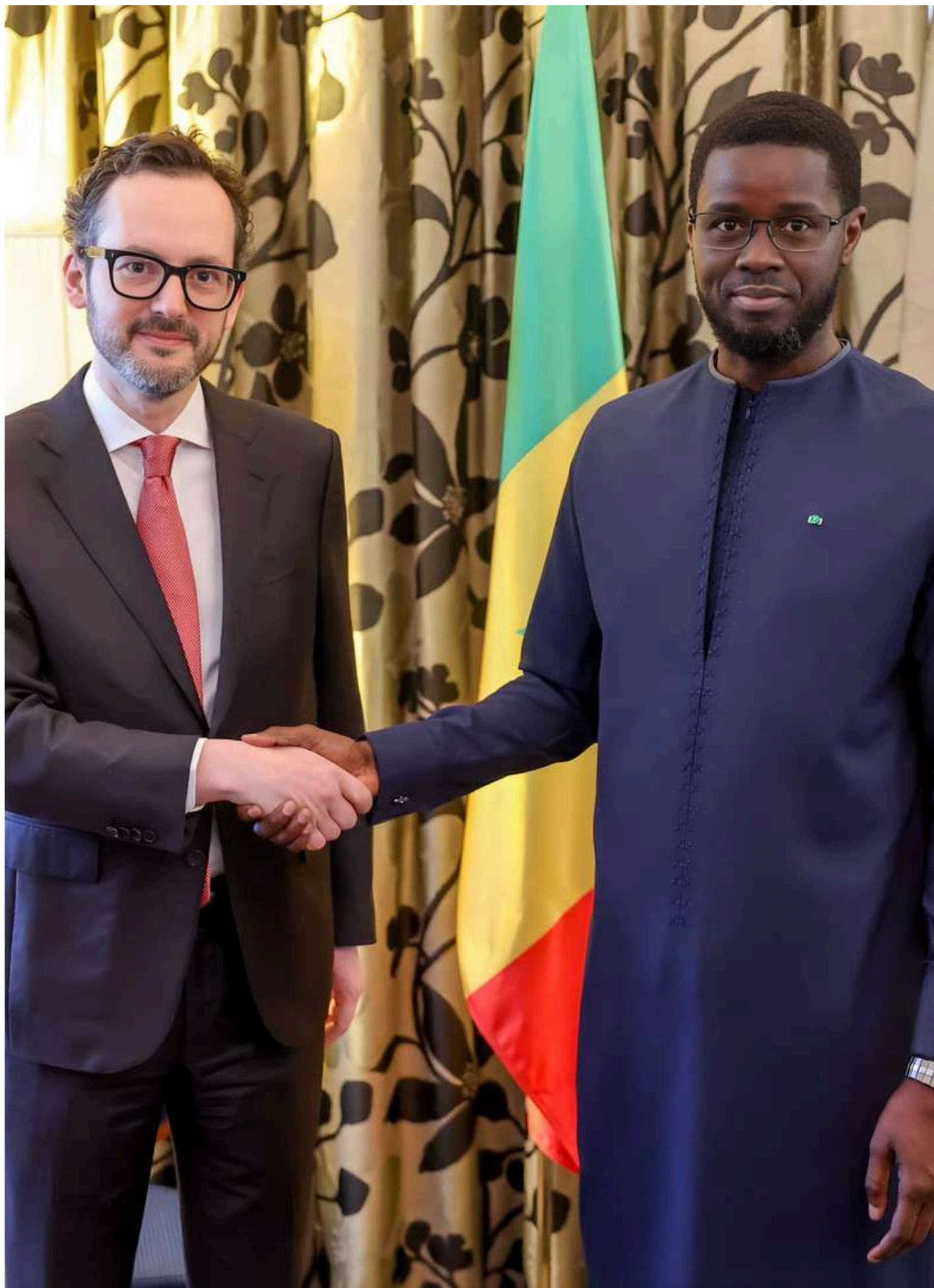
Une visite sous regard critique

Cette ouverture diplomatique ne fait toutefois pas l'unanimité en Espagne. Certains médias conservateurs critiquent l'augmentation de l'aide, pointant les récentes évolutions législatives au Sénégal concernant l'homosexualité. Malgré ces réserves, le gouvernement espagnol maintient sa ligne : privilégier le dialogue et la coopération.

Diplomatie économique en action

La visite s'accompagne d'une forte mobilisation institutionnelle. Plusieurs ministres sénégalais étaient déjà présents pour préparer le terrain, aboutissant à la signature d'un accord-cadre de partenariat sur quatre ans. En parallèle, des initiatives concrètes émergent, comme des programmes de formation destinés aux jeunes pour offrir des alternatives à l'émigration.

Dernière étape du séjour, un forum économique réunissant entreprises espagnoles et sénégalaises, avant un déjeuner officiel avec le couple royal. Une manière de rappeler que, derrière les symboles, c'est bien une relation économique et stratégique que Madrid et Dakar cherchent à approfondir.



Traite des esclaves : Plus d'un siècle après, l'ONU reconnaît l'horreur et la qualifie de « plus grave crime contre l'humanité »



Le ton était solennel, presque grave, dans l'hémicycle de l'Assemblée générale des Nations unies ce 25 mars. Derrière les discours diplomatiques, une volonté : inscrire noir sur blanc une reconnaissance forte de l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire humaine.

Portée par le Ghana, la résolution adoptée qualifie la traite transatlantique des Africains et l'esclavage racialisé de « plus graves crimes contre l'humanité ». Un choix de mots qui n'est pas anodin et qui, déjà, divise. Sur les 193 États membres, 123 ont voté en faveur, tandis que les États-Unis, Israël et l'Argentine s'y sont opposés. Une majorité de pays européens, dont le Royaume-Uni, ont préféré s'abstenir.

Au cœur du désaccord, une question cruciale : peut-on établir une hiérarchie entre les crimes contre l'humanité ? Certains États estiment que non, refusant ainsi de soutenir une formulation jugée trop exclusive. D'autres, au contraire, considèrent que l'ampleur, la durée et les conséquences de la traite négrière justifient cette reconnaissance exceptionnelle.

Pour John Dramani Mahama, présent à New York pour défendre le texte, il s'agit d'un moment « historique ». Au-delà du symbole, il voit dans cette résolution une étape vers un objectif plus vaste : la justice réparatrice. Car derrière les mots, il y a une réalité chiffrée. Ce sont en effet, plus de 12 millions d'Africains déportés sur plusieurs siècles, et des conséquences qui, selon de nombreux chercheurs, se font encore sentir aujourd'hui.

Mais la reconnaissance suffit-elle ? C'est toute la question. Le texte adopté n'a aucune valeur contraignante. Il appelle les États à agir, sans les y obliger. Et sur la question sensible des réparations, les positions restent profondément divergentes. Washington a notamment rejeté l'idée que des États contemporains puissent indemniser des injustices historiques aussi anciennes.

Du côté africain, les attentes sont concrètes. Il ne s'agit pas uniquement de compensations financières, mais aussi d'investissements dans l'éducation, la formation et le développement économique. L'objectif : corriger des déséquilibres hérités de l'esclavage.

Autre revendication majeure : le retour des œuvres et objets culturels emportés durant la période coloniale et esclavagiste. Pour de nombreux pays africains, ces artefacts ne sont pas de simples pièces de musée, mais des éléments essentiels de leur mémoire collective.

Le débat, en réalité, ne fait que commencer. Entre reconnaissance symbolique et exigences de justice concrète, la communauté internationale reste divisée. Pourtant, comme l'a rappelé le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, rendre hommage aux victimes implique plus que des déclarations. Cela suppose des actes.

Reste à savoir lesquels et surtout, quand.

RDC : Joseph Kabila cogne fort Félix Tshisekedi et réclame la chute de son régime

Après des discours et des tribunes, Joseph Kabila passe maintenant aux interviews. Sa dernière prise de parole publique remontait à octobre dernier, au lendemain de sa condamnation à mort par la justice congolaise. Cette fois, l'ancien président a accordé une série d'entretiens à la presse. Le premier est paru ce lundi dans les colonnes de La Libre Belgique. Situation personnelle, Constitution, processus de paix... Joseph Kabila se montre très critique envers Félix Tshisekedi.

Hasard ou coïncidence ? Cette interview paraît le 23 mars, jour anniversaire de la signature de l'accord de paix entre le gouvernement congolais et le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP). C'est précisément cet accord que des ex-combattants du CNDP estimaient ne pas avoir été respecté et qui a donné son nom au M23, le Mouvement du 23 mars.

Dans cet entretien, Joseph Kabila revient sur les dialogues, les négociations qui ont, selon lui, permis au pays de ne pas implorer il y a une vingtaine d'années. Et il estime que la crise actuelle ne peut se résoudre que par le dialogue pour éviter, dit-il, ce qu'il appelle la « soudanisation » du pays.

Félix Tshisekedi, un « va-t-en-guerre », selon Joseph Kabila

Il est sévère envers les processus de paix en cours. Il critique les négociations de Doha et de Washington, et en impute la responsabilité à Félix Tshisekedi, qu'il qualifie de « va-t-en-guerre ».



Sur la frappe de drone du 11 mars, qui a tué une humanitaire française et dont certains ont suggéré qu'elle le visait. Kabila dit qu'il a toujours été dans le viseur de Kinshasa. Mais il nuance : « Des enquêtes sont en cours. Mais je garde le moral. »

Pour Joseph Kabila, le problème majeur en RDC aujourd'hui, c'est la gouvernance, le manque de vision, et il va plus loin : il dit qu'il n'y a plus de Constitution. « Notre Constitution est foulée aux pieds par Félix Tshisekedi et son clan », affirme-t-il. Pour lui, la Constitution est ignorée depuis 2009. Sa position est claire : il ne faut pas toucher à cette Constitution.

Ce n'est pas, dit-il, une question personnelle, c'est une question de principe. Mais il est tout aussi clair sur ses objectifs politiques. Il ne veut pas changer la Constitution. Il veut « mettre fin au régime Tshisekedi » et changer le système. Il parle de « balayer » ce système, de changer la classe politique et il appelle à mettre fin à ce qu'il nomme une dictature.

RDC : Kabila hausse le ton et prône une rupture politique radicale

L'ancien président Joseph Kabila sort de sa réserve et change de registre. Après plusieurs mois de silence relatif, il revient sur la scène médiatique avec une série d'entretiens, dont le premier accordé au quotidien belge La Libre Belgique. Un retour marqué par des critiques frontales contre son successeur, Félix Tshisekedi, et par un appel à une transformation profonde du système politique congolais.

Le calendrier de cette prise de parole ne passe pas inaperçu. L'interview est publiée le 23 mars, date symbolique liée à l'accord de paix signé entre Kinshasa et le CNDP. Un accord dont la mise en œuvre contestée a contribué à l'émergence du Mouvement du 23 mars.

Un rappel historique que Kabila utilise pour souligner, selon lui, l'importance du dialogue dans la gestion des crises.

Dans ses propos, l'ancien chef d'État insiste sur la nécessité de négociations inclusives pour éviter une dégradation majeure de la situation sécuritaire. Il met en garde contre une possible « soudanisation » du pays, évoquant le spectre d'un conflit prolongé et fragmenté.

Mais c'est surtout son jugement sur la gouvernance actuelle qui tranche. Kabila accuse ouvertement le pouvoir en place de dérive autoritaire et critique les initiatives diplomatiques en cours, notamment les discussions menées à Doha et à Washington. Il reproche à Tshisekedi une posture qu'il qualifie de belliciste, estimant que cette orientation compromet les chances d'un règlement pacifique.

Interrogé sur la frappe de drone survenue le 11 mars qui a coûté la vie à une humanitaire française, Kabila adopte un ton mesuré. S'il reconnaît avoir été potentiellement ciblé, il indique attendre les conclusions des enquêtes en cours, tout en affirmant rester serein.

Au cœur de son argumentaire figure la question institutionnelle. L'ancien président affirme que la Constitution congolaise est aujourd'hui ignorée, voire « piétinée », par le pouvoir en place. Il rejette toute idée de révision constitutionnelle, qu'il considère comme une ligne rouge.

Derrière ces critiques, l'objectif politique est assumé. Kabila appelle à mettre fin au régime actuel et à refonder le système. Plus qu'un simple désaccord, il évoque la nécessité d'un changement profond de la classe dirigeante, dénonçant ce qu'il décrit comme une dérive dictatoriale.

Ce retour médiatique marque ainsi une nouvelle étape dans le positionnement de Joseph Kabila : celui d'un opposant déterminé, prêt à peser à nouveau dans le débat politique congolais.





01 SÉNÉGAL

Après la "dette cachée", nouvelle polémique sur de supposés " prêts cachés", le gouvernement réagit

02 RDC

Kinshasa secouée par un scandale financier, plus de 3,5 millions \$ en liquide saisis à l'aéroport de Ndjili

Sénégal : Après la "dette cachée", nouvelle polémique sur de supposés "prêts cachés", le gouvernement réagit

Au Sénégal, après l'épisode de la " dette cachée ", une nouvelle polémique a éclaté sur de supposés " prêts cachés ". Tout est parti d'un article du confrère Financial Times. Dans sa publication du lundi 23 mars, le confrère fait état de financements contractés par le gouvernement sénégalais sans la moindre communication officielle.

Une information rapidement battue en brèche par le gouvernement sénégalais par le biais du ministre de l'hydraulique et de l'assainissement, Cheikh Tidiane Dièye qui a tenu à clarifier la position de l'État.

Dans une prise de parole diffusée sur le réseau X, le ministre a fermement rejeté toute idée d'opacité. Selon lui, les accusations reposent sur une interprétation erronée des mécanismes financiers utilisés par le Sénégal. Il insiste sur le fait qu'aucun emprunt n'aurait été dissimulé, toutes les opérations étant intégrées dans les cadres budgétaires légaux et validées par les institutions compétentes.

« Aucun emprunt n'a été caché. Tout a été programmé dans la Stratégie de gestion de la dette à moyen

terme (SDMT), inscrit dans les lois de finances et approuvé par l'Assemblée nationale », a-t-il assuré.

Au cœur de la controverse, certains instruments financiers jugés complexes, comme les « Total Return Swaps ». D'après le ministre, ces outils ne sont ni nouveaux ni secrets. Ils font partie d'une stratégie assumée de gestion active de la dette, conçue pour optimiser les coûts et mieux répartir les échéances. Ces mécanismes auraient d'ailleurs été présentés aux partenaires techniques et financiers, y compris au Fonds monétaire international (FMI).

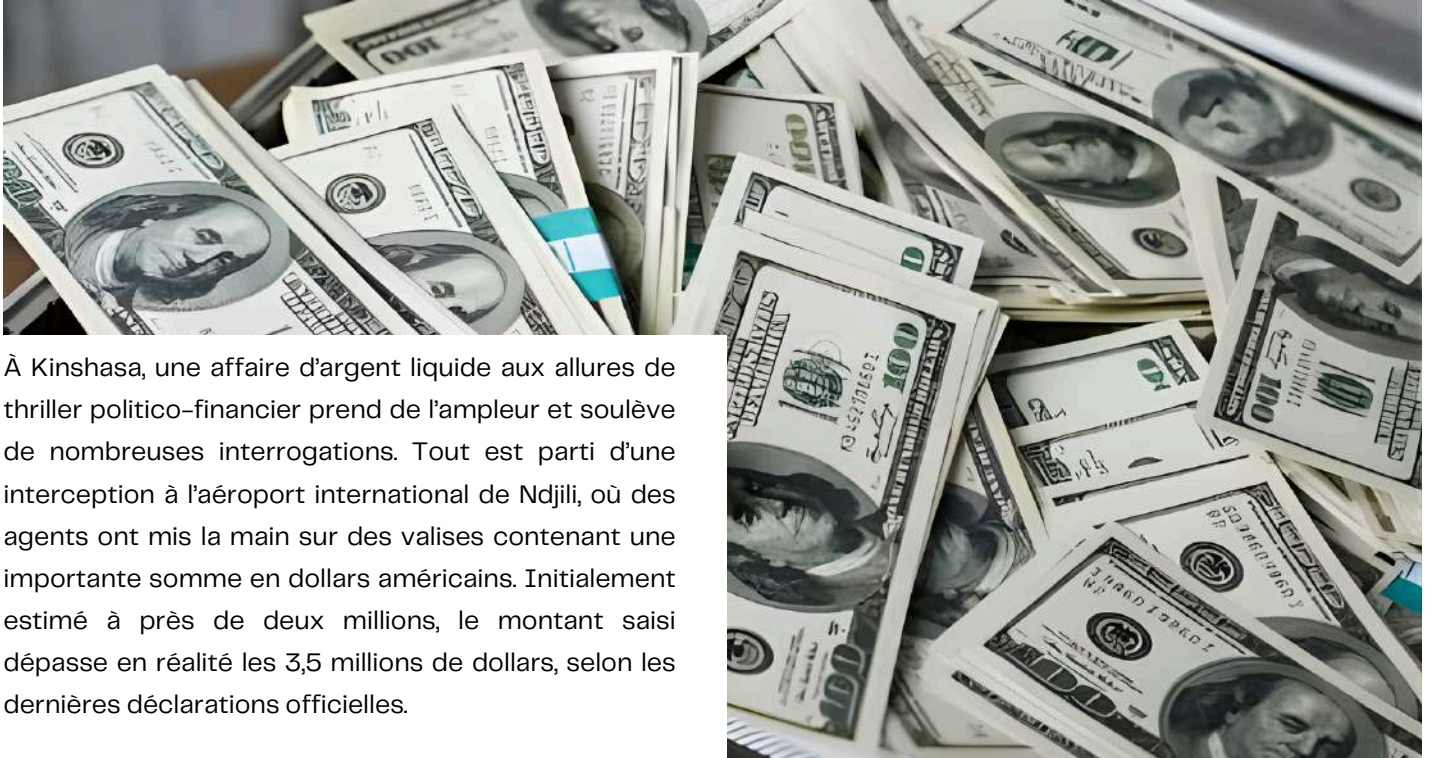
Mais au-delà des explications techniques, la polémique s'inscrit dans un contexte politique plus large. Plusieurs figures de l'opposition, dont le député Alassane Sall, réclament davantage de clarté sur les engagements financiers du pays. Les montants évoqués sont estimés à plusieurs centaines de millions de dollars. De quoi alimenter les interrogations sur la communication gouvernementale.

Entre démentis officiels et soupçons persistants, le sujet devrait rapidement s'inviter dans l'arène parlementaire.



La Commission des Finances est notamment attendue pour examiner de plus près la stratégie d'endettement de l'État, dans un climat où la question de la transparence reste au centre des préoccupations.

RDC : Kinshasa secouée par un scandale financier, plus de 3,5 millions \$ en liquide saisis à l'aéroport de Ndjili



À Kinshasa, une affaire d'argent liquide aux allures de thriller politico-financier prend de l'ampleur et soulève de nombreuses interrogations. Tout est parti d'une interception à l'aéroport international de Ndjili, où des agents ont mis la main sur des valises contenant une importante somme en dollars américains. Initialement estimé à près de deux millions, le montant saisi dépasse en réalité les 3,5 millions de dollars, selon les dernières déclarations officielles.

Ce réajustement spectaculaire n'est pas sans conséquence. Une différence d'environ 1,6 million de dollars entre la somme déclarée et le montant effectivement retrouvé alimente désormais les soupçons. Certains y voient la trace d'une tentative de détournement partiel après la saisie, ce qui a immédiatement attiré l'attention des autorités judiciaires.

Depuis l'étranger, le ministre de la Justice a pris la parole pour dénoncer ce qu'il qualifie de manœuvres suspectes autour de ces fonds. Il a ordonné l'ouverture d'une enquête afin de faire toute la lumière sur cette affaire. Entre-temps, l'intégralité de l'argent a été récupérée par la justice et sécurisée auprès de la Banque centrale.

Deux individus, tous deux de nationalité congolaise, ont été arrêtés alors qu'ils transportaient les valises. Leur identité reste confidentielle à ce stade, les enquêteurs cherchant à remonter jusqu'au véritable propriétaire de cette fortune dont l'origine demeure inconnue.

Mais au-delà de cet épisode précis, plusieurs sources évoquent une pratique plus répandue qu'il n'y paraît : le transit clandestin de liquidités via l'aéroport de Ndjili. Si cette tentative a échoué, ce serait moins grâce aux contrôles que suite à des désaccords entre les protagonistes, selon certains témoignages.

L'affaire a pris une nouvelle dimension avec la diffusion d'une vidéo sur les réseaux sociaux. On y voit des piles de billets entassées dans une chambre d'hôtel, jusque dans la salle de bain. L'auteur de la vidéo affirme que cet argent proviendrait de la Banque centrale, une accusation qui a poussé l'institution à annoncer l'ouverture d'une enquête interne.

Entre zones d'ombre, accusations et contre-enquêtes, ce dossier sensible pourrait bien révéler des mécanismes plus larges de circulation illégale de fonds en République démocratique du Congo.



01 CÔTE D'IVOIRE
La colère monte face aux coupures intempestives d'électricité, un plan de 700 milliards FCFA annoncé pour stabiliser le réseau

02 CAN 2025
La CAF répond fermement aux accusations de corruption visant Patrice Motsepe

03 SÉNÉGAL
Ousmane Sonko tient tête aux pressions internationales sur la loi antihomosexualité

04 CÔTE D'IVOIRE
Accusé de blanchiment de capitaux, sept ans de prison et 240 millions FCFA d'amende requis contre l'influenceur Apoutchou National

05 GUINÉE ÉQUATORIAL
La visite du pape Léon XIV financée au prix fort par la population

CÔTE D'IVOIRE : LA COLÈRE MONTE FACE AUX COUPURES INTÉMPESTIVES D'ÉLECTRICITÉ, UN PLAN DE 700 MILLIARDS FCFA ANNONCÉ POUR STABILISER LE RÉSEAU



Depuis plusieurs mois, la Côte d'Ivoire est confrontée à une recrudescence de coupures intempestives d'électricité, touchant aussi bien la capitale économique Abidjan que de nombreuses localités de l'intérieur du pays. Cette situation, qui perturbe le quotidien des populations et affecte les activités économiques, met en lumière les limites actuelles du réseau électrique national face à une demande en constante augmentation.

Les délestages observés ces derniers temps traduisent un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande en électricité. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation à savoir, la croissance démographique rapide, l'urbanisation accélérée, le développement industriel et une consommation énergétique en hausse.

À cela s'ajoutent des contraintes techniques, notamment le vieillissement des infrastructures de distribution et de transport d'électricité. Ces installations, parfois obsolètes, peinent à absorber les pics de consommation, entraînant des interruptions fréquentes du service.

Face à cette crise, le directeur général de CI-Énergies, Noumory Sidibé, a annoncé le 23 mars, la mise en place d'un vaste programme d'investissement d'un montant de 700 milliards de FCFA (environ 1,2 milliard de dollars).

L'objectif principal de ce programme est clair : améliorer la qualité de l'électricité fournie aux usagers. Pour y parvenir, plusieurs axes stratégiques ont été définis. Il s'agit notamment du renforcement du réseau de distribution, de l'augmentation des capacités pour mieux desservir les zones urbaines et rurales, la modernisation des infrastructures à travers le remplacement des équipements vieillissants et l'intégration de technologies plus performantes, la réduction des pertes techniques grâce à l'optimisation du transport de l'électricité pour limiter les déperditions, l'amélioration de la fiabilité du système avec la diminution des pannes et des interruptions imprévues.

Si ce plan d'investissement constitue une réponse forte, sa réussite dépendra de plusieurs facteurs, en l'occurrence, la rapidité de mise en œuvre, la bonne gouvernance des projets, ainsi que la capacité à mobiliser les financements nécessaires.

Au-delà de l'urgence, cette initiative s'inscrit dans une réflexion plus large sur la sécurité énergétique de la Côte d'Ivoire. Le pays, considéré comme un hub énergétique en Afrique de l'Ouest, devra non seulement renforcer ses infrastructures, mais aussi diversifier ses sources de production pour garantir un approvisionnement stable et durable.

CAN 2025 : LA CAF RÉPOND FERMEMENT AUX ACCUSATIONS DE CORRUPTION VISANT PATRICE MOTSEPE

La Confédération africaine de football (CAF) se retrouve au cœur d'une vive polémique après les accusations de corruption visant son président, Patrice Motsepe. L'instance continentale a pris la parole le 21 mars pour répondre fermement, alors que le Sénégal réclame désormais une enquête internationale sur les circonstances entourant la décision controversée liée à la CAN 2025.

À l'origine de la crise, une décision du jury d'appel de la CAF, rendue le 17 mars, qui a profondément bouleversé l'issue de la compétition. Alors que le Sénégal s'était imposé sur le terrain face au Maroc après prolongations (1-0), la rencontre a finalement été requalifiée en victoire marocaine sur tapis vert (3-0), à la suite d'un incident ayant conduit au retrait temporaire de l'équipe sénégalaise.

Face aux critiques croissantes, le responsable de la communication de la CAF, Luxolo September, est monté au créneau pour défendre l'intégrité du président. Dans une déclaration publique, il a catégoriquement rejeté toute accusation de corruption, affirmant que Patrice Motsepe n'a jamais perçu le moindre revenu de la CAF ou de la FIFA depuis son arrivée à la tête de l'organisation.

Selon lui, le dirigeant sud-africain adopte une posture unique dans le monde du football : il financerait lui-même l'ensemble de ses dépenses liées à ses fonctions, y compris ses déplacements et son hébergement. September a également rappelé que Motsepe avait injecté 10 millions de dollars de ses fonds personnels dans l'organisation, sans contrepartie financière.

Un argument que la CAF met en avant pour souligner l'incohérence des accusations. « Pourquoi chercher à corrompre quelqu'un qui ne tire aucun bénéfice financier de ses fonctions ? », a-t-il insisté, appelant à reconnaître l'intégrité de certains dirigeants du football africain.

Malgré ces explications, la controverse est loin d'être close. Le Sénégal dispose encore d'un délai de dix jours pour saisir le Tribunal Arbitral du Sport (TAS), dernière instance susceptible de trancher ce litige aux lourdes implications sportives et politiques.

En attendant, cette affaire continue d'alimenter les tensions et jette une ombre sur la crédibilité de la compétition, relançant le débat sur la gouvernance du football africain.



SÉNÉGAL : OUSMANE SONKO TIENT TÊTE AUX PRESSIONS INTERNATIONALES SUR LA LOI ANTI-HOMOSEXUALITÉ

À Ziguinchor, l'escale du Premier ministre Ousmane Sonko à l'occasion de la Korité (fête du ramadan), n'a pas été qu'un moment de célébration. Profitant de son séjour dans sa ville natale, le chef du gouvernement a livré une série de messages fermes, révélateurs de la ligne politique qu'il entend poursuivre.

Sur la question de la souveraineté, le ton est sans ambiguïté. Réagissant aux critiques venues de la Belgique, notamment de Cécile Neven, une responsable politique Belge et ministre de l'Énergie de la région wallonne concernant la législation sénégalaise sur l'homosexualité, il a rejeté toute forme de pression extérieure. Pour lui, le Sénégal doit assumer ses choix, quitte à renoncer à certains financements internationaux. Une posture qui s'inscrit dans une volonté plus large de redéfinir les rapports avec les partenaires étrangers.



Au niveau judiciaire, Ousmane Sonko a insisté sur la nécessité d'accélérer les procédures et de lutter contre l'impunité, appelant à un traitement rigoureux des dossiers en attente, quel que soit le statut des personnes concernées.

Au niveau sécuritaire, notamment en Casamance, le Premier ministre a surpris en ouvrant la porte au dialogue avec certains groupes impliqués dans la culture illicite de cannabis, alors même que des opérations militaires sont en cours pour détruire ces plantations.

Enfin, il a confirmé la réouverture prochaine de l'aéroport de Ziguinchor, annoncée pour fin avril après des travaux de rénovation.

Entre fermeté politique, appels à la réforme et annonces locales, cette visite en Casamance aura ainsi servi de tribune à Ousmane Sonko pour réaffirmer ses grandes orientations.

CÔTE D'IVOIRE : ACCUSÉ DE BLANCHIMENT DE CAPITAUX, SEPT ANS DE PRISON ET 240 MILLIONS FCFA D'AMENDE REQUIS CONTRE L'INFLUENCEUR APOUTCHOU NATIONAL



La procédure judiciaire visant l'influenceur ivoirien Stéphane Agbré, plus connu sous le nom d'Apoutchou National, ainsi que plusieurs de ses coaccusés, s'intensifie. Lors de l'audience tenue le mardi 24 mars 2026, le parquet a formulé des réquisitions particulièrement sévères : sept ans d'emprisonnement ferme, assortis d'une amende de 240 millions de FCFA.

Sans dévoiler l'ensemble des éléments du dossier au public, le ministère public estime que les faits reprochés présentent une gravité suffisante pour justifier une sanction exemplaire. Apoutchou National et ses coaccusés sont en effet, poursuivis pour des faits présumés de blanchiment de capitaux. Cette affaire, largement médiatisée en raison de la notoriété de l'un des accusés, met en lumière les enjeux croissants liés à certaines pratiques financières suspectes.

Face à ces accusations, la défense a tenté de faire valoir des circonstances atténuantes, appelant le tribunal à faire preuve de clémence.

À l'inverse, le parquet a insisté sur la nécessité d'une réponse judiciaire ferme, dans un contexte marqué par une surveillance accrue des activités liées aux plateformes numériques.

Les débats ne sont toutefois pas encore clos. L'audience a été renvoyée au lendemain pour les ultimes plaidoiries, les répliques, ainsi que la fixation de la date du délibéré. Cette phase finale s'annonce décisive, avant un verdict attendu dans les prochains jours.

Au-delà du cas individuel des prévenus, cette affaire illustre la volonté des autorités ivoiriennes de renforcer la lutte contre certaines dérives financières, notamment celles susceptibles d'impliquer des figures publiques influentes.

GUINÉE ÉQUATORIALE : LA VISITE DU PAPE LÉON XIV FINANCÉE AU PRIX FORT PAR LA POPULATION



À l'approche de la visite du pape Léon XIV en Afrique centrale, la mobilisation en Guinée équatoriale prend une tournure particulière. Dans ce petit pays d'Afrique centrale, l'accueil du souverain pontife ne repose pas uniquement sur les autorités : la population est largement sollicitée, parfois de manière insistante.

Selon plusieurs témoignages relayés par l'AFP, des prélèvements ont été effectués directement sur les salaires de fonctionnaires et de membres des forces armées depuis février. Les montants varient, mais peuvent atteindre jusqu'à 55 000 francs CFA, une somme significative dans un contexte économique déjà contraint.

Cette contribution ne s'arrête pas aux agents de l'État. Les étudiants sont eux aussi invités à participer. Sur le campus récemment rebaptisé en l'honneur du pape, l'administration encourage l'achat d'un kit officiel aux couleurs de l'événement. Pour 10 000 francs CFA, les participants reçoivent un ensemble comprenant divers accessoires, allant de la casquette au parapluie.

Dans la ville de Bata, autre étape de la visite, les autorités religieuses locales multiplient également les appels à la générosité. Les habitants sont invités à offrir un soutien matériel, logistique ou financier afin de garantir le bon déroulement du séjour papal.

Si cette mobilisation est présentée comme un effort collectif pour accueillir dignement une figure majeure de l'Église catholique, elle suscite aussi des interrogations. Entre engagement volontaire et contributions imposées, la frontière semble parfois floue pour de nombreux Équato-Guinéens.



Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉ infos@mianmedia.com | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Suivez-nous sur :



visitez : www.mianmedia.com

Mian Media

Hamaniè

N°092- 27/03/2026